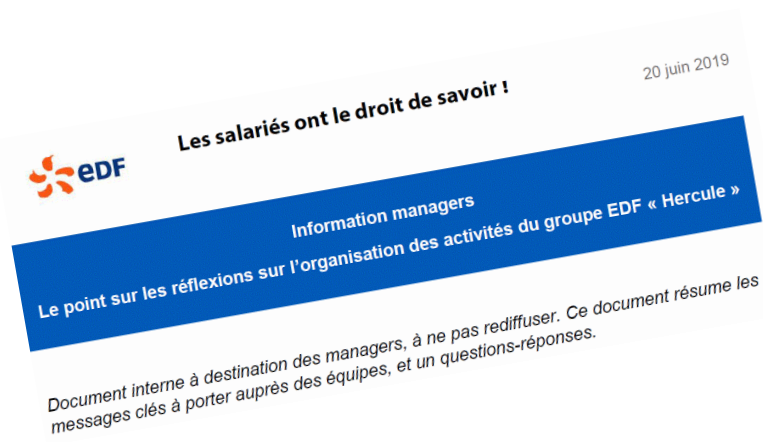


L'Ufict CGT fait le point sur le découpage d'EDF dit "projet Hercule"



Document externe à destination des managers. A diffuser largement. Il résume la réflexion de l'Ufict CGT. A porter à la connaissance de tous les salariés !

Messages clés

- ▶ L'ouverture du marché à la concurrence a profondément bouleversé le service public de l'énergie, l'organisation et la structure des entreprises.
- ▶ Depuis la création d'EDF SA en 2004, **l'implication des salariés** dans leur travail a permis à **l'état de percevoir plus de 22 Md € de dividendes**. Le locataire de l'Elysée aurait pu s'interroger sur la juste répartition de ces richesses créées, mais NON, il préfère passer à la vitesse supérieure pour augmenter davantage la rémunération des actionnaires...
- ▶ **En isolant** dans une entité " EDF Bleu " : la production pilotable d'électricité (nucléaire, hydraulique...) et dans une autre entité " EDF Vert " tout le reste, avec pour chacune de ces entités **une part plus ou moins importante de l'état à son capital**, l'état vise une opération hautement financière qui ferait passer le scandale de la privatisation des autoroutes pour de la pacotille.
- ▶ **S'il parvenait à ses fins, il n'y aurait plus de mutualisation des risques à EDF**. Un nouveau pas serait franchi vers plus de libéralisation et de privatisation de l'entreprise intégrée EDF : une privatisation des profits et une socialisation des risques.

En effet, l'entité " EDF Vert " regrouperait certaines **activités très rentables**, comme celle **de la distribution d'électricité opérée par Enedis**, et serait constituée d'une part plus importante d'investissements privés sans risques.

« Avec Hercule, ce serait la fin de la mutualisation des risques et de l'entreprise intégrée » »

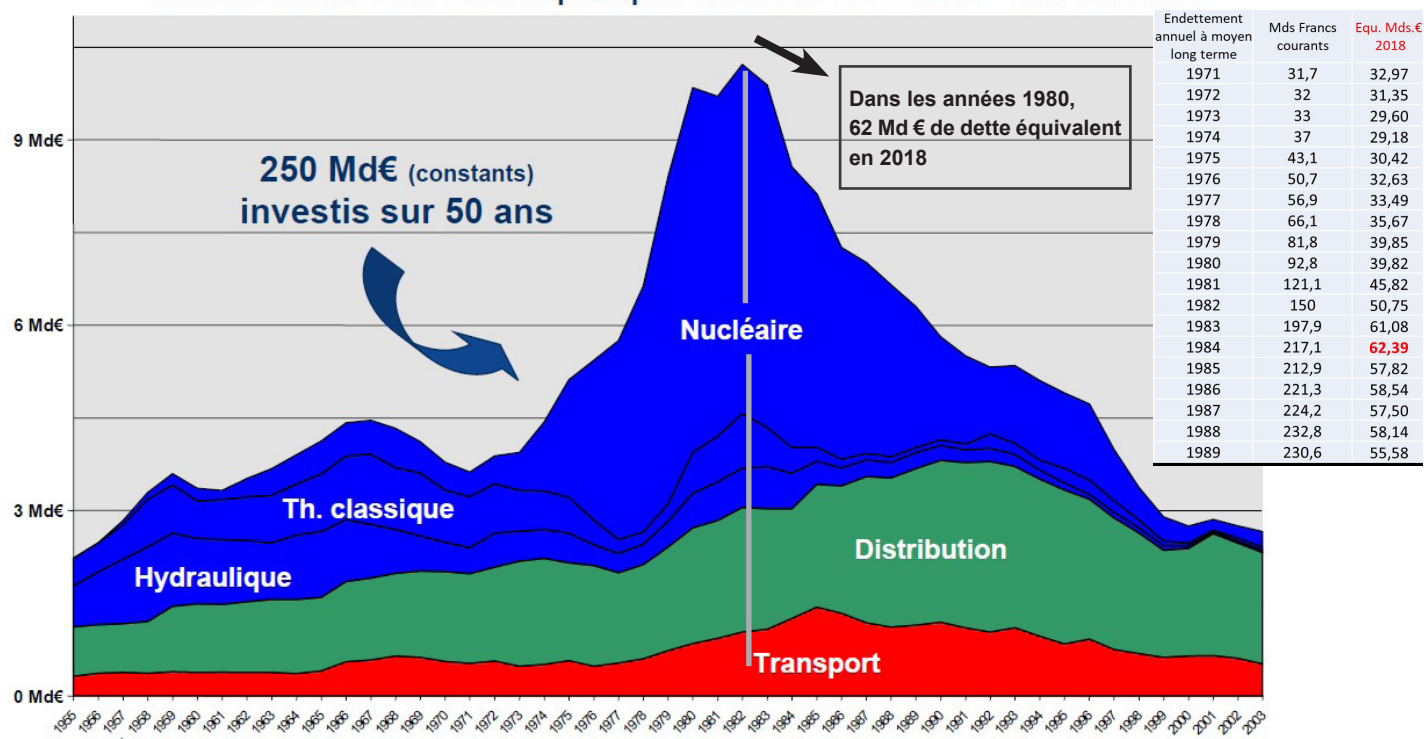


UFICT
mines-énergie

Un espace de confiance pour agir

Un métier de long-terme à investissements lourds

Investissements dans l'activité principale France de 1955 à 2003 – Md€ constants



A grande ambition, grands moyens... La dette un problème ?

Cette question de l'endettement se pose depuis le passage d'EPIC en SA.

Non la dette n'est pas un problème, pas plus en 2019 que dans les années 80. La réponse à la transition énergétique nécessite des investissements de long terme conséquents (EnR, réseaux, prolongation du nucléaire historique, nucléaire neuf...). Et cette transition énergétique (transports, chauffage... sans CO₂) est indispensable pour lutter contre le réchauffement climatique et la précarité énergétique !



Les financiers sont plus réputés pour leur appétit de profits que pour leur soif du service public



L'ARENH : un cadeau fait au privé pour créer une concurrence... faussée !

L'Accès Régulé à l'Energie Nucléaire Historique est une aberration de la loi NOME de décembre 2010, pour faire naître une concurrence artificielle qui réponde aux dictats de Bruxelles. Elle oblige EDF à céder 100 TWh à 42 €/MWh, soit un quart de la production issue de son parc nucléaire. Quand les prix de marché sont bas, les concurrents se sourcent au marché, et quand ils sont hauts il se sourcent à l'ARENH : ils sont gagnants à tous les coups au détriment d'EDF, systématiquement perdant. **Conséquence de ce petit jeu : EDF manque de ressources pour financer ses gros investissements de production.**

Ce n'est pas en augmentant le plafond de l'ARENH de 100 à 150 TWh que l'on résoudra le problème. Nous resterions dans la même logique. EDF serait obligé d'alimenter encore plus ses concurrents afin qu'ils réalisent des profits sur son dos et sur celui des usagers, ce qui ne fait qu'augmenter les intermédiaires et grimper la facture. **De même, la fin des tarifs réglementés pourrait être une des contreparties à l'augmentation de l'ARENH.** L'ensemble des activités doivent être réalisées par une entreprise intégrée (production, transport, distribution, commercialisation)

Cela nous a permis d'avoir jusqu'ici un des prix d'électricité les plus bas d'Europe. De toute façon c'est le politique qui a les clés et c'est l'Europe qui va décider et il ne sert à rien que la France aille au-delà de ce qui lui est demandé en disloquant EDF, pour éventuellement espérer en sauver quelques morceaux.

Les marchés financiers sauveurs d'EDF ?

L'ouverture du capital d'EDF puis l'ouverture des marchés avait déjà cette ambition. **Le marché de l'électricité compte beaucoup trop de taxes** (1/3 de la facture des particuliers) et l'intersyndicale souligne que c'est avant tout par la refondation de la régulation du secteur de l'électricité que l'on confortera le modèle économique permettant à EDF de relever le défi de l'investissement industriel. Les marchés financiers n'investissent que s'ils ont un retour sur investissement court, sans se préoccuper des valeurs du service public de l'énergie. Pour la CGT, la solution est de sortir l'énergie du marché.

La réorganisation des actifs : « cohérence industrielle, ambition commune » selon le PDG d'EDF... : FAUX !

Séparer nos activités amont des activités aval, avec deux Directeurs Généraux distincts, l'un à la tête d'une entité EDF mère (nucléaire, hydro...), et l'autre à la tête de toutes les autres activités, filiale de cette maison mère, éradiquerait toute synergie entre ces deux entreprises.

C'est hélas ce que nous constatons avec RTE : **plus aucune relation entre EDF et RTE**, alors que les questions de transition énergétique nécessitent une plus grande cohérence de l'ensemble des acteurs du marché.

Il est alors facile d'imaginer que dans un futur proche, la part initiale de l'État dans chacune de ces deux entités, diminuerait pour se réduire à peau de chagrin d'ici quelques temps. C'est aujourd'hui le cas pour Engie, et ce n'est pas l'obtention de statut de Service d'Intérêt Economique Général (SIEG) pour une des deux entités qui y changerait quoi que ce soit.

Pacte social : aucun impact pour les salariés ? FAUX !

Maintenir un statut des IEG pour une partie rabougrie de l'entreprise ne peut pas constituer une perspective pour un groupe comme EDF. Ici aussi l'exemple de France Telecom est illustratif de ce que pourrait devenir le futur d'EDF.

Déjà, aujourd'hui, la multiplication des filiales est un problème à EDF, avec de plus en plus d'activités qui s'entremêlent, et des salariés qui occupent des emplois au statut au contact d'autres qui n'y sont pas, et parfois sur des activités totalement identiques. La direction invite même des salariés statutaires à postuler sur des postes hors statut, dans les filiales, avec des conditions de retour plus qu'hypothétiques dans leurs directions historiques. L'argument de la direction est tout trouvé : « Désolé, mais nous ne pouvons pas vous reprendre dans nos effectifs compte tenu de nos objectifs de baisses drastiques d'effectifs ».

D'ailleurs l'avenir des fonctions centrales, supports et appui, recherche, DOAAT... reste encore incertain : tout dépendra du schéma retenu !

Ce n'est pas ce que souhaitent les salariés et une partie importante du management pour l'avenir d'EDF, car le statut des IEG est le ciment de nos garanties collectives et il nous protège du dumping social ! Il est temps de redéfinir les conditions d'un contrat social de haut niveau pour tous.



**Hercule sera un pas
de plus vers
la libéralisation
et la privatisation**



L'entité " EDF Vert" vendue au privé ? VRAI La Direction le dit elle-même !

La Direction « **EDF Vert** » serait une entité cotée et au vu des appétits financiers de certains acteurs et de la manne financière que représente certaines filiales comme Enedis, il n'y a aucun doute sur le fait que les milliards d'euros afflueraient et rentreraient dans les poches de l'état. Cela lui permettrait de régler son déficit public à très court terme (sur une mandature ?), en oubliant totalement l'intérêt du pays sur le moyen et long terme.

Comment pourrions-nous croire que les questions de réchauffement climatique, de précarité énergétique, de service public resteraient un tant soit peu dans les valeurs de cette nouvelle Direction ?

Quel timing et quelles modalités ?

Fin 2019 : c'est la remise de la copie pour notre PDG... et on peut imaginer que le renouvellement exceptionnel de son mandat doit beaucoup à l'acceptation de cette mission impossible... Car du salarié de base au haut management, personne n'est dupe du fait que si Hercule venait à passer ce serait EDF qui trépasserait...



**Le 19 septembre ce sera la réponse des salariés.
Une participation massive à la journée d'action intersyndicale
sera un marqueur essentiel pour faire avorter Hercule.**

**La CGT propose de construire le Service Public de l'Energie du
21^{ème} siècle.**

**D'autres choix sont possibles pour les citoyens et les salariés.
Débattons-en et imposons-les !**
